

L'Œuvre d'Orient

Les chrétiens de France
au service des chrétiens d'Orient 

Les Eglises syriaques : La situation actuelle

Article rédigé pour le HS 150^e anniversaire de l'Œuvre d'Orient – 2006, mise à jour décembre 2012

Auteur : Harald Suermann

Professeur d'études de l'Orient Chrétien à l'université de Bonn (Allemagne) et directeur de de l'institut de Missiologie Missio à Aix-la-Chapelle (Allemagne). Après un séjour de recherche au Liban et en Turquie (1986-1988), il travaille auprès de l'Œuvre Pontificale Missionnaire Missio à Aix-la-Chapelle et l'Institut de Missiologie Missio. Il travaille surtout dans les secteurs des projets du Proche Orient et des bourses et de promotion de Théologie et Philosophie en Afrique et en Asie.

Sources :

www.suermann.info

www.mwi-aachen.org

www.uni-bonn.de

Aujourd'hui l'Église apostolique (assyrienne) de l'Est, la Vieille Église de l'Est et l'Église chaldéenne en Inde ou malabare-orthodoxe (églises pré-éphésiennes), ainsi que l'Église syriaque orthodoxe et l'Église malankare orthodoxe (toutes deux de tradition miaphysite), l'Église de Mar Thoma (anglicane), l'Église maronite, l'Église syriaque catholique, l'Église malankare, l'Église malabare et l'Église chaldéenne (toutes catholiques) sont de tradition syriaque. On trouve aussi des petites Églises protestantes, dont les membres viennent des Églises syriaques.

L'Église apostolique de l'Est a transféré son patriarcat à San Francisco, puis à Chicago (Morton Grove). L'Église a environ 400.000¹ fidèles avec des évêques en Iraq, Syrie, Iran, Liban, Inde, Australie, Nouvelle-Zélande, Europe et Amérique du Nord. Ses membres se nomment souvent Assyriens, elle est connue en Occident sous le nom d'Église nestorienne. Elle s'est divisée en deux Églises en 1972: la Sainte Église Apostolique et Catholique de l'Est et Vieille Église Apostolique et Catholique de l'Est. Cette dernière a son patriarche à Bagdad.

L'Église malabare orthodoxe (Église assyrienne de l'Est en Inde, Église syriaque chaldéenne, Église nestorienne de Thrissur, Église mellusienne de Thrissur, ou Église de Thrissur) est rattachée à l'Église apostolique assyrienne de l'Orient. Elle est née à la fin du XIXe siècle d'une scission au sein de l'Église catholique syro-malabare.

¹ Le nombre des fidèles varie beaucoup selon des sources. La remarque est valable pour toutes les Églises mentionnées dans l'article.

Le chef de l'Église porte le titre de Métropolitain de toute l'Inde, sa résidence est à Thrissur au Kerala. Elle a 30.000 adhérents.

L'Église syriaque orthodoxe, connue également en Occident sous le nom d'Église syriaque de l'ouest ou jacobite, a des fidèles en Iran, Iraq, Syrie, Turquie, Liban, Israël, en Amérique et Océanie ainsi qu'en Europe de l'ouest. Son patriarcat est à Damas. Le patriarche porte le titre de « Patriarche Syriaque-Orthodoxe d'Antioche et de tout l'Orient ». Elle a environ 500 000 fidèles.

L'Église syro-malankare orthodoxe est une Église orthodoxe orientale autonome, mais rattachée canoniquement à l'Église syriaque orthodoxe (patriarcat d'Antioche) depuis le 17^e siècle. Son chef porte le titre de catholicos-maphrien de l'Orient et réside à Puthencuriz au Kerala. Le nombre des fidèles se situe entre 1 500 000 et 2 000 000.

L'Église malankare Mar Thoma (Église malankare de Saint-Thomas) est liée à l'Église anglicane. Le chef de l'Église porte le titre de Métropolitain, sa résidence est à Thiruvalla au Kerala. Elle comprend onze diocèses et 900 000 fidèles. La majorité habite au Kerala mais il y a une diaspora en Inde ainsi qu'en Amérique du Nord, en Europe, au Moyen-Orient, en Malaisie, en Afrique du Sud et en Australie. L'Église de Mar Thoma est en pleine communion avec l'Église anglicane.

L'Église maronite a des fidèles au Liban, en Syrie, à Chypre, en Égypte, aux Amériques, en Australie et quelques-uns en Europe. Son chef porte le titre de « Patriarche d'Antioche et des Maronites » et réside à Bkerké au Liban. Elle est la seule Église orientale catholique qui n'a pas de pendant orthodoxe. Elle a 3 300 000 fidèles.

L'Église syriaque catholique est répandue en Iraq, Syrie et Liban. Elle compte 130 000 fidèles. Son chef est le « Patriarche d'Antioche et des Syriens » et réside à Beyrouth au Liban.

L'Église syro-malankare est une des Églises catholiques orientales. Le chef de l'Église porte le titre de d'Archevêque majeur de Trivandrum des Syro-Malankares depuis 2005. Sa résidence est à Thiruvananthapuram (Trivandrum). Il existe quatre diocèses syro-malankares et 403.000 fidèles.

L'Église syro-malabare est la plus grande et la plus ancienne Église catholique orientale en Inde. Le chef de l'Église porte le titre d'Archevêque majeur d'Ernakulam-Angamaly des Syro-Malabares. Sa résidence est à Ernakulam. L'Église compte 3.700.000 fidèles. Ils viennent le plus souvent des castes plus élevées.

L'Église chaldéenne compte 300 000 fidèles en Iraq, Iran et de petits groupes dans d'autres pays d'Orient ainsi qu'en France et aux États-Unis. Son chef est le « Patriarche de Babylone et des Chaldéens ». Sa résidence est à Bagdad.

Chaque Église a sa propre histoire et ses particularités. Il n'y a pratiquement pas d'histoire commune. Même les Églises catholiques n'ont pas d'histoire commune puisqu'elles émanent d'Églises différentes. Mais elles commencent à développer un sens d'un patrimoine commun depuis la création récente d'institutions communes. À un degré beaucoup moins élevé, on constate l'émergence du même phénomène dans les autres Églises, avec la création du Conseil des Églises du Moyen-Orient. Chaque Église est orientée vers son chef, même s'il réside hors du pays et elle ne s'oriente pas vers les Églises sœurs dans le pays-même.

A. Des institutions communes

Le CEMO

Le mouvement œcuménique commença dans les années 30, lorsque les communautés protestantes fondèrent le Conseil Chrétien du Proche Orient (*Near East Christian Council*). Après l'assemblée générale du Conseil Mondial des Églises en 1961, l'Église syriaque orthodoxe d'Antioche s'y affilia et le conseil prit le nom de Conseil des Églises proche-orientales (*Near East Council of Churches*). En 1974, une grande partie des églises orthodoxes adhèrent et le Conseil prit le nom de Conseil des Églises du Moyen-Orient. Il n'est pas une supra-Église ni une succursale du Conseil Mondial. C'est une institution inter-ecclésiale, par laquelle les Églises s'entraident dans la *koinonia*, la *diakonia* et le *martyria*. La première assemblée, déjà, recommanda l'adhésion des catholiques comme observateurs ou experts. En 1990, les églises catholiques joignirent les CEMO, et parmi elles l'Église chaldéenne, l'Église syriaque catholique et l'Église maronite. Elles forment la quatrième famille, après l'orthodoxe orientale, l'orthodoxe byzantine et la réformée. Depuis les années 60, les Églises engagées dans le mouvement œcuménique durent apprendre à surmonter le confessionnalisme pour se diriger vers les autres et agir et être perçues comme églises vivantes. La dimension juridico-religieuse de la communauté cachait justement la vraie et profonde dimension de l'Église. Le confessionnalisme conduisait aussi au complexe mortel de minorité. Les patriarches catholiques ont évoqué ce problème dans une lettre commune un an après l'adhésion au CEMO.

Conseil des Patriarches catholiques d'Orient (CPCO)

Avec la mise en œuvre des décisions du Concile de Vatican II, des assemblées de hiérarchies catholiques furent instituées au niveau des pays : assemblée des patriarches et évêques catholiques au Liban ; assemblée de la hiérarchie en Égypte ; assemblée des ordinaires catholiques en Terre Sainte ; conseil des églises catholiques en Syrie ; conférence épiscopale en Iraq et conférence épiscopale en Iran.

À la suite de la deuxième guerre du golfe, les patriarches catholiques se rassemblèrent sur l'invitation du pape Jean-Paul II. Un des résultats fut la convocation d'une assemblée spéciale du synode des Évêques pour le Liban le 12 juin 1991. Après une deuxième rencontre en août 1991 au Liban, les patriarches décidèrent de se rencontrer régulièrement. Le Conseil des Patriarches catholiques d'Orient était né.

Pendant la session du Conseil des Patriarches catholiques d'Orient en février 1997 à Bkerké, Liban, le souhait fut prononcé d'organiser un congrès de tous les patriarches et évêques catholiques du Proche Orient. Du 9 au 20 Mai 1999 se tint le premier congrès des Patriarches et évêques catholiques d'Orient au monastère Notre-Dame du Mont à Fatqa, Liban.

Présence des églises de tradition syriaque dans les institutions catholiques internationales

Du 19 avril au 14 mai 1997, l'Assemblée Spéciale du Synode des Évêques pour l'Asie eut lieu à Rome. Les églises orientales étaient bien représentées. Des Églises catholiques de tradition syriaque le patriarche maronite Nasrallah Boutros Sfeir (Liban), le patriarche syriaque-catholique Ignace Antoine II Hayek et le patriarche chaldéen Raphaël I. Bidawid étaient présents. Chacun était accompagné par deux ou trois évêques élus par le synode respectif.

En 2000, le pape Jean-Paul II nomma le patriarche syriaque-catholique Moussa I. Daoud comme préfet de la congrégation pour les églises orientales et le fit cardinal en

janvier 2001. Il n'était patriarche que depuis 1998 ; son successeur Grégoire Pierre VIII Abdel-Ahad fut élu en février 2001.

Du 10 au 24 octobre 2010, l'Assemblée Spéciale du Synode des Évêques pour le Moyen-Orient eut lieu à Rome. Les Patriarches et les évêques des églises catholiques de traditions syriaques participèrent du Moyen-Orient ainsi que de la diaspora. L'Église syro-malakara était représenté par Baselios Cleemis Thottunkal, Archevêque Majeur de Trivandrum. Comme représentant des Syro-malabares participa Bosco Puthur, évêque titulaire de Foratiana et évêque de la Curie d'Ernakulam-Angamaly des Syro-Malabares. Comme délégués des frères ont participé Mar Gregorios Yohanna Ibrahim, Métropolitain syro-orthodoxe d'Alep et Mar Gewargis Sliwa, Métropolitain assyrien de Bagdad et Irak.

B. L'œcuménisme

Les quarante dernières années connurent un rapprochement des Églises de tradition syriaque entre elles et avec d'autres Églises, sous l'influence de trois facteurs: mouvement œcuménique au 20^e siècle et à la suite de la fondation du Conseil Oecuménique des Églises ; Deuxième Concile du Vatican; migration d'un grand nombre de chrétiens vers l'Occident.

La première rencontre du dialogue non-officiel entre églises orthodoxes chalcédoniennes et orthodoxes orientales eut lieu en 1964 à Aarhus. On constata que les dogmes christologiques de toutes les Églises concordaient essentiellement. Cela fut confirmé par les rencontres suivantes. En 1967 à Bristol on reconnut valable la formule chalcédonienne pour les églises miaphysites et dyophysites. En 1970 à Genève on proposa des solutions sur les questions difficiles du nombre des conciles reconnus, des anathèmes et de l'ecclésiologie. Aux rencontres officielles de la commission mixte en 1989 et en 1990 des déclarations communes sur la christologie furent votées et en 1990, la levée des anathèmes fut proposée. En 1993, on compléta la proposition par une autre déclaration selon laquelle l'autre Église est orthodoxe sous tous les aspects et la pleine communion doit être rétablie immédiatement. Cette proposition n'a pas encore reçu de réalisation jusqu'à aujourd'hui.

Le dialogue non-officiel entre l'Église catholique et les églises orthodoxes orientales fut initié en 1971 par la fondation Pro Oriente à Vienne. Après la première rencontre, une déclaration unanime de christologie fut élaborée. D'autres rencontres, toujours sans caractère officiel, eurent lieu en 1973, 1976, 1978 et 1988. On tint des séminaires spéciaux sur la primauté (1991), sur les conciles et la conciliarité (1992) sur l'ecclésiologie (1994) et sur l'autorité dans l'Église (1996).

Ces rencontres non-officielles furent suivies par le dialogue officiel et des déclarations officielles entre une église orientale et le pape de Rome. Bien que le pape Paul VI ait rencontré le patriarche syriaque-orthodoxe Ignace Yaʿqub III en 1971, il n'y eut de déclaration de foi commune du pape Jean-Paul II et du patriarche Ignace Zakka I qu'en juin 1984.

Dans les années 60 et 70, l'Église apostolique de l'Est était exclue du dialogue œcuménique. De plus, les déclarations communes se basèrent sur la réception du concile d'Ephèse, par lequel Nestorius fut déposé. En 1984 le Catholicos-Patriarche de l'Église de l'Est Mar Dinkha IV rencontra le Pape Jean-Paul II et en 1985, il demanda l'admission au Conseil des Églises du Moyen-Orient.

En 1994, l'Église syriaque-orthodoxe, l'Église de l'Est et les églises catholiques de tradition syriaque se rencontrèrent à l'occasion d'une session de dialogue organisée par *Pro*

Oriente, pendant laquelle beaucoup des malentendus furent été éliminés. Elle fut suivie par une déclaration de foi commune du patriarche Mar Dinkha et du pape Jean-Paul II. La même année, l'Église de l'Est aurait dû être accueillie au CEMO dans le groupe catholique, mais l'Église copte-orthodoxe bloqua toute admission. À la rencontre du deuxième « Dialogue syriaque » organisé par *Pro Oriente* en 1996, on constata que la théologie et les formules de l'Église de l'Est étaient compatibles avec les doctrines des conciles œcuméniques de Nicée, Constantinople et Ephèse.

Lors de la troisième rencontre du Dialogue Syriaque en 1997, le patriarche Mar Dinkha annonça que le synode de son Église avait décidé que tous les anathèmes et toutes les condamnations contre Cyrille d'Alexandrie et Sévère d'Antioche seraient éliminés dans les livres liturgiques et qu'on allait poursuivre un programme devant aboutir à la pleine communion avec l'Église Chaldéenne, qui a pris la même décision. On décida également un programme qui rapprocherait l'Église de l'Est et l'Église syriaque-orthodoxe.

En Mars 1998, le pape copte Shenouda organisa une rencontre des Églises orientales orthodoxes, lors de laquelle on décida que les Églises orientales orthodoxes continueraient le dialogue avec les autres Églises uniquement ensemble et on condamna les doctrines de Diodore, Théodore et Nestorius. Cette condamnation était clairement adressée à l'Église de l'Est. Tout dialogue entre les églises syriaques était ainsi bloqué et *Pro Oriente* organisa uniquement des sessions d'étude en 2000 et 2002 ainsi que consultations non-officielles.

C. Les églises de tradition syriaque dans différents pays

Iraq

Environ 92% des 26 millions d'Irakiens sont musulmans. Les chrétiens représentent à peu près 4-7%, peut-être uniquement 2% de la population.

En Iraq, 65% des chrétiens appartiennent à l'Église chaldéenne et leur patriarche réside à Bagdad. Jusqu'à l'invasion par les troupes américaines et leurs alliés, la plupart (170.000-600.000) des 338.000-1.100.000 chaldéens y vivaient. Depuis, une grande partie a émigré vers le Nord ou l'étranger. Le reste des fidèles fut dispersé dans les neuf diocèses irakiens. La deuxième Église syriaque en Iraq est l'Église apostolique de l'Est, qui partage les mêmes origines que l'Église chaldéenne. Elle compte entre 50.000 et 90.000 fidèles. Les syriens-catholiques comptent environ 60.000 fidèles, les syriens-orthodoxes à peu près 40.000. Les autres Églises sont plus petites.

Entre 1843 et 1846 se produisirent des massacres qui firent 20.000 morts et sonnèrent la fin de l'entente kurdo-assyrienne et du traitement mutuel d'égal à égal. La guerre russo-turque de 1877/8 affecta très fortement les chrétiens. Pendant la première guerre mondiale, les Anglais et les Russes montèrent les Assyriens contre les Turcs et leur promirent l'indépendance. Les Turcs et les Kurdes répondirent par des massacres et des déportations traumatisantes. En 1915, les chefs et le catholicos cherchèrent refuge, avec tout le peuple, derrière les lignes russes près du lac d'Ourmia. Mais la révolution russe laissa les Assyriens comme les Arméniens seuls face aux Turcs. Finalement ils arrivèrent derrière les lignes des Anglais où ils trouvèrent refuge dans des camps en 1918. Cette odyssée amena l'Église de l'Est au bord de sa perte, deux tiers des fidèles trouvèrent la mort. Les chaldéens perdirent 70.000 fidèles.

L'après-guerre ne vit pas la formation d'un Etat assyrien, malgré les espoirs. Les chrétiens de la région du Hakkiari ne purent pas rentrer, car le nouvel état turc s'y opposa.

Pendant le mandat anglais (depuis 1920), il y eut des révoltes arabes contre lesquelles les Anglais luttèrent avec des renforts, parmi eux beaucoup d'Assyriens. Par la suite les différents gouvernements irakiens regardèrent les Assyriens comme des séparatistes.

La première constitution irakienne entra en vigueur en mars 1925. Elle garantit la liberté religieuse et de conscience, bien que l'islam soit religion d'état. Les minorités non-islamiques furent représentées au parlement. Le patriarche représentait les chaldéens au Sénat. Mais les Assyriens n'eurent pas de représentation parce qu'ils avaient immigré après 1914. Ce règlement fut valable jusqu'à la fin de la monarchie en 1958.

Quand l'Iraq devint indépendant en 1932, les Assyriens craignirent d'être accusés d'avoir collaboré avec les occupants et ils s'adressèrent à la Société des Nations pour obtenir la reconnaissance du statut de communauté (*millet*) et du pouvoir temporel du patriarche en plus de son pouvoir spirituel pour les protéger. La Société des Nations rejeta la demande. Le patriarche ne renonça pas à sa prétention d'avoir un pouvoir temporel et il fut cité à Bagdad où il fut mis en résidence surveillée. Puis il fut exilé et installa son siège à San Francisco puis à Chicago. Les Assyriens eurent le choix : accepter le plan d'intégration du gouvernement ou quitter le pays.

En 1933 un groupe d'Assyriens émigrèrent en Syrie et, quand ils voulurent chercher leurs familles, se produisit un massacre commis par les troupes irakiennes et quelques Kurdes, lors duquel la plupart des Assyriens trouvèrent la mort. La population chrétienne dans la région de Mossoul fut gravement atteinte, bien qu'elle n'ait rien eu à voir avec le groupe d'émigrants. Par la suite, la communauté internationale voulut transférer les Assyriens hors d'Iraq, mais le plan n'aboutit pas.

Quand, en 1933 le patriarche chaldéen Emmanuel II Thomas prit ses distances avec les séparatistes assyriens et plaida pour l'intégration des chaldéens, le régime leva les mesures de prévention contre les chaldéens.

En 1950 le siège du patriarche chaldéen fut transféré de Mossoul à Bagdad à cause des conflits avec les Kurdes. Ce fut le commencement de l'exode rural qui amena la plus grande part de la communauté vers Bagdad. La période allant de la chute de la monarchie en 1958 à la rébellion kurde en 1961 fut l'époque de la plus grande liberté religieuse et culturelle pour les chrétiens, bien que l'islam imprègne la société et l'Etat.

En 1964, le catholicos assyrien Mar Shim'un XIII (1920-1973) introduit le calendrier grégorien dans l'Église assyrienne et provoqua un schisme. Le métropolite assyrien d'Inde Mar Thomas Darmo (+ 1968), fut élu comme contre-patriarche. Mais la vraie raison du schisme fut que la fonction du catholicos était héréditaire et transmise d'oncle à neveu.

En 1968, un putsch militaire amena le parti Baath au pouvoir. La nouvelle constitution garantit la liberté de foi et de religion, mais en même temps l'islam resta la religion d'état. Le culte et surtout l'homélie étaient surveillés et les activités pastorales et sociales avaient besoin d'une permission préalable. Les publications religieuses furent soumises à la censure. La liberté de mouvement fut limitée et les évêques eurent besoin de l'accord formel de l'Etat avant leur entrée en fonction. En 1969, les écoles furent nationalisées. Les églises en possédaient une centaine. Sans ces écoles l'Église fut obligée de faire le catéchisme dans la paroisse. Mais elle manquait de catéchistes. Ce n'est que récemment qu'un centre de formation pour les catéchistes fut fondé et affilié au Babel College, la faculté œcuménique de formation philosophique et théologique, fondé en 1991. En 1972, les Chrétiens obtinrent plus de droits culturels et le jour de Noël comme les deux jours de Pâques devinrent jours fériés. Avec la fondation de la république islamique en Iran en 1979, les religions furent

surveillées plus sévèrement. Mais les prêtres et les évêques ne devinrent pas fonctionnaires d'Etat comme le clergé musulman en 1977 et, en 1981, le patriarche chaldéen empêcha que les biens des Églises soient nationalisés.

La guerre entre Iran et Iraq commença en 1980 et les structures de contrôle furent renforcées. Le régime agit durement contre des mouvements séparatistes. Ainsi, en 1984, 150 Assyriens furent torturés pour « nationalisme militant », fait qui fut suivi de trois exécutions. La hiérarchie assyrienne et chaldéenne évita d'être identifiée avec le nationalisme assyrien. Les affrontements dans la région kurde s'aggravèrent en 1985 et l'armée irakienne effectua des opérations brutales. Les chrétiens, qui avaient auparavant été déjà agressés par les Pershmergas, furent maintenant aussi attaqués par l'armée irakienne. Mille chrétiens fuirent vers la frontière jordanienne et, en 1987 et 1988, deux mille chrétiens assyriens trouvèrent la mort dans les attaques au gaz. Des centaines de villages kurdes et chrétiens furent détruits par l'armée irakienne en 1988. Quand le patriarche Raphaël Bidawid I fut intronisé en 1989, il réussit à améliorer les rapports avec le régime.

En 1980, la deuxième guerre du Golfe commença avec l'occupation et l'annexion du Koweït. Après la guerre, un embargo fut imposé aux Irakiens. Comme les chrétiens, surtout à Bagdad, appartenaient à la classe moyenne, ils furent gravement affectés par cette mesure. La misère accéléra l'émigration, surtout des chrétiens.

En 1991, lors de la rébellion des chiites à Basra et les chrétiens furent attaqués, soupçonnés d'être les pères de l'idéologie laïciste et arabe-nationale. La même année, la zone de protection fut installée dans le nord. Les chrétiens s'engagèrent dans la politique et obtinrent des places au parlement. Les chrétiens connurent une période assez paisible dans la région. Ils eurent le droit de construire des églises et bénéficièrent de la liberté religieuse. Ils purent cultiver leur langue syriaque dans les écoles.

La troisième guerre du Golfe commença avec l'invasion des Américains et de leurs alliés le 20 mars 2003. On attendit un flux énorme de réfugiés et des massacres des chrétiens dans le monde islamique. Mais ni l'un ni l'autre n'eurent lieu. L'opposition massive du pape comme d'autres groupes et hiérarques ecclésiastiques y contribua. Après l'invasion, une insécurité générale et des groupes de terroristes s'installèrent en Iraq, installation qui est accompagnée d'une islamisation de la société. Les chrétiens en souffrent beaucoup, sauf au Kurdistan : leurs magasins sont attaqués, beaucoup de femmes sont forcées de porter le voile, ils sont l'objet préféré des enlèvements. Des églises furent attaquées en août 2004: Les attentats sont condamnés non seulement par les chrétiens mais aussi par les musulmans. Compte tenu de la situation, beaucoup de chrétiens quittent Bagdad pour le Kurdistan où ils peuvent vivre beaucoup plus en sécurité, ou pour vers la Jordanie et la Syrie, où ils attendent un visa pour l'ouest ou des temps meilleurs pour retourner en Iraq.

Les chrétiens de la région de Ninive ont été empêchés de participer à l'élection du parlement de transition. On soupçonna les Kurdes. Le résultat fut qu'il n'y eut que six députés chrétiens au lieu des douze que l'on attendait. La nouvelle constitution promet les libertés religieuses et culturelles, ainsi que celle de conscience mais prescrit en même temps qu'aucune loi ne peut être adoptée si elle qui contredit les principes généraux acceptés de l'islam.

Le patriarche chaldéen Raphaël I Bidawid était mort à Beyrouth le 7 juillet 2003. Du 19 Août au 2 Septembre 2003, le synode chaldéen rassemblé à Bagdad n'a pu s'accorder sur un nouveau patriarche. La différence entre les évêques de la diaspora américaine et les évêques d'Iraq était trop grande. Du 2 au 3 décembre 2003, le pape convoqua un synode sous la

présidence de cardinal Daoud à Rome, lors duquel l'archevêque émérite Emmanuel Delly fut élu comme nouveau patriarche. Rome accepta sa démission le 19 décembre 2012. Il n'a pas pu unir l'Église chaldéenne et pendant son patriarcat le nombre des chrétiens baissait beaucoup.

Syrie

85-94% des habitants de Syrie appartiennent à différentes sectes d'islam, en majorité sunnites. 6-15% sont des chrétiens de rites divers, parmi eux: 50.000-80.000 syriens-orthodoxes; 20.000-30.000 syriens-catholiques; 20.000 maronites; 7.000-10.000 assyriens et 5.000-7.000 chaldéens. La plus grande église est la grecque-orthodoxe.

Les chrétiens font parti de la classe moyenne surtout dans les villes de Damas et Alep. Dans le nord, à Qamishli et Hassaké, ils partagent avec les kurdes la vie d'une région sous-développée.

La « République Arabe Syrienne » est un état laïc, gouverné par le parti Baath. La constitution accorde la liberté de foi et du culte. Le droit confessionnel de mariage et de famille est respecté. Les Églises ont suffisamment de marge de manœuvre pour régler leur propres affaires, mais quand il y a le plus petit soupçon d'activité subversive, il faut s'attendre à des mesures drastiques de l'État. Les finances comme les réunions sont surveillées par l'État. Les publications sont censurées.

La coexistence avec les musulmans est en général bonne et paisible. Quelques excès dans la région kurde ne correspondent pas à la politique officielle, mais incitent néanmoins les chrétiens à migrer vers les villes de Qamishli et Hassaké.

Les maronites habitent Damas, Alep, Homs et surtout la région de Tartous et de Lattaquié avec la vallée des chrétiens. Ils profitent de l'assistance sociale et caritative de plusieurs communautés religieuses. En 1967, ils perdirent leurs écoles qui furent nationalisées. Pendant la guerre au Liban, la communauté fut étroitement surveillée.

Les fidèles de l'Église de l'Est et les chaldéens quittèrent l'Iraq après le massacre de 1933 et des années suivantes. Quelques-uns vinrent de Turquie. Ils s'installèrent dans le Nord-Est de la Syrie, notamment dans la vallée du Khabour, région peu fertile. Depuis les années 1970 il y a un mouvement d'émigration des assyriens de la vallée du Khabour, ainsi que des chaldéens surtout installés dans les villes de la Djézireh, à Deir ez-Zor, Alep et Damas. Les troubles au Kurdistan et les trois guerres du golfe ont amené de nouveaux réfugiés, qui attendent souvent un visa pour l'ouest dans le camp el-Hol près de Hassaké. Les fidèles de deux communautés ont leur évêque. L'évêque chaldéen réside à Alep. L'évêque assyrien à Hassaké fut consacré en 1999, son prédécesseur était mort en 1985.

Iran

98% des 69 millions d'habitants sont des musulmans, dont 90% de chiïtes. Il y a environ 200.000 – 280.000 chrétiens orientaux, dont 10.000-15.000 assyriens et 4.500-15.000 chaldéens. La plus grande église est l'Église arménienne-orthodoxe. Beaucoup de chrétiens ont quitté l'Iran après la révolution de 1979.

La région où la plupart des chrétiens vivaient à la fin du 19^e siècle fut disputée entre l'empire ottoman, l'empire russe et la Perse. La région autour du lac d'Ourmia fut une zone de combat au début de la première guerre mondiale. En 1914, les Turques occupèrent cette région et des dizaines d'assyro-chaldéens furent massacrés par les soldats turcs et des bandits kurdes. La contre-attaque de 1915 attira les assyro-chaldéens du Hakkari, qui

partageaient la même foi mais leur mentalité tribale belliqueuse jurait avec la mentalité des paysans de la région d'Ourmia. Leur destin a été évoqué ci-dessus.

En 1920, les assyro-chaldéens iraniens purent retourner dans leurs villages, qui avaient été dévastés et dont les terres étaient occupées par des musulmans. Beaucoup émigrèrent vers les villes d'Ourmia, Qazvin ou Téhéran, d'autres travaillèrent sur la terre maintenant aux mains des musulmans. En 1929, un tremblement de terre dévasta la région et Salmas.

Un putsch militaire en 1921 amena finalement en 1925 le Général Reza Khan au pouvoir, il se fit proclamer shah. De 1925 à 1937, un droit civil d'inspiration européenne fut promulgué.

Avec la croissance de l'industrie pétrolière, beaucoup d'assyriens quittèrent leur patrie pour le Kurdistan iranien ou pour la ville de Téhéran. Les raisons en étaient les mauvaises conditions de vie, les mauvaises relations islamo-chrétiennes, surtout avec les Turcs et les Kurdes, mais aussi l'attraction de la ville. La plupart des chrétiens habitent aujourd'hui à Téhéran. Avant la première guerre mondiale, la ville était presque exclusivement musulmane. Aujourd'hui, elle compte plusieurs cathédrales (arménienne, nestorienne et chaldéenne).

Le règne du schah Muhammad Reza fut favorable aux chrétiens. Il essaya d'introduire des valeurs comme l'égalité des sexes, l'égalité des citoyens, la liberté de foi, la neutralité de l'Etat face aux religions. Mais il ne lui fut pas possible d'introduire le droit laïc. Les Assyriens furent représentés au parlement par un délégué, les Arméniens par deux. Les écoles furent nationalisées en 1974.

Le grand défi de cette époque fut le processus de sécularisation. En mai 1977, des représentants de toutes les Églises se rassemblèrent pour y répondre. On discuta du baptême et de l'eucharistie. En juin 1977, on se rassembla à l'invitation de l'archevêque latin pour discuter l'unité dans la diversité. Le manque de prêtres dans les églises catholiques amena à un plus grand engagement des laïcs. Tous les prêtres sauf trois étaient étrangers. L'Église chaldéenne à Téhéran, sous la direction de l'archevêque Yohanna Issayi, chercha à avoir des prêtres de l'Église syro-malabare de l'Inde du Sud.

L'inculturation exigée par le Concile de Vatican II fut également un défi pour les Églises catholiques en Iran. L'archevêque chaldéen Issayi surtout s'y engagea. Le persan était prévu comme langue de liturgie et d'enseignement.

Avec la révolution islamique, un changement radical eut lieu, qui affecta gravement le statut des chrétiens. Au lieu d'une conception nationaliste perse, prévaut depuis le concept d'une société islamique. Le vieux statut de *dhimmi* (citoyen de deuxième classe) fut introduit pour les chrétiens. D'après la constitution, zoroastriens, juifs et chrétiens sont des minorités reconnues qui peuvent exercer leur culte librement et suivre leur propre directive en matière d'héritage et de formation religieuse, mais, dans les cas qui dépassent d'un peu le domaine de la minorité, le droit musulman est appliqué. Les chrétiens ont droit à deux délégués au parlement.

85% des prêtres étrangers durent quitter le pays après la révolution. Les assyro-chaldéens s'efforcent depuis toujours d'avoir des prêtres d'Iraq. La dernière vocation célibataire pour la prêtrise d'un Iranien dans un diocèse chaldéen date de 1945. Il y a encore des prêtres mariés. Dans cette situation, des aides mutuelles œcuméniques sont urgentes mais toutes les Églises soulignent leur différences dogmatiques et culturelles. Ainsi, il n'y a pratiquement pas de coopération, même entre les églises catholiques.

Un symposium a eu lieu du 22 au 24 Novembre 1996, ayant pour thème « la religion et le monde actuel ». Le gouvernement iranien avait invité le Conseil Mondial des Églises. Une délégation, sous la présidence de Tarik Mitri, vint sous condition que l'Église locale y participe. Les chefs des Églises en Iran sont en effet venus, seulement pour l'ouverture. On a discuté des droits de l'homme, de la paix, de l'écologie, de la morale, de la justice sociale, du rôle des religions face à ces problèmes.

Dans l'ensemble il manque une vision pour un futur de l'église en Iran. On attend que le régime passe. Mais il y a des exceptions. Ces dernières années, la situation des chrétiens s'est aggravée.

Liban

Le Liban a aujourd'hui 3.800.000 habitants, les chrétiens ne représentent plus qu'entre 30% et 40%. Les confessions se répartissent ainsi: 20 % de maronites (700.000-750.000), 7 % de grec-orthodoxes (200.000-250.000), 4 % de grec-catholiques (150.000-200.000), 3 % d'arméniens orthodoxes et catholiques (120.000-175.000), 1 % de syriaques-orthodoxes (20.000), syriaques-catholiques (20.000), chaldéens (5.000-10.000) et assyriens (5.000-10.000)

Pendant la première guerre mondiale, beaucoup de Libanais trouvèrent la mort. La plus grande part de l'élite chrétienne et le patriarche maronite souhaitaient un Liban indépendant et ils s'adressèrent aux Français. En 1919, une délégation libanaise se rendit à Paris, où la négociation de paix eut lieu. Elle demanda l'autonomie d'un Liban dans les limites historiques. La balance pencha vers le Grand Liban parce que le patriarche maronite Hoyek (1899-1931) était venu avec le mandat des communautés les plus importantes du Liban.

À son retour, il fut accueilli comme un chef d'Etat. Son prestige fut tel qu'il put intervenir dans la politique au nom de son autorité morale. Mais, avec le mandat français, le patriarche perdit aussi son pouvoir temporel au profit du gouvernement. Cela se manifesta plus clairement sous ses deux successeurs, les patriarches Arida (1932-1955) et Mechoui (1955-1975). D'un autre côté, les politiciens s'adressèrent au patriarche dans les heures des grandes difficultés ou quand cela leur sembla utile.

Le Liban devint indépendant en 1941. Au commencement, il y eut un pacte national, consistant en une déclaration de renoncement et de garantie concernant l'identité du pays et la répartition du pouvoir. Les chrétiens renoncèrent à la protection des pouvoirs de l'Occident et les musulmans quant à eux renoncèrent au ralliement à la Syrie ou à une union arabe. Il fut décidé que toutes les communautés participeraient au pouvoir mais que le président devrait être maronite et le premier ministre sunnite. La proportion de représentation fut fixée à 53 chrétiens, 45 musulmans et une autre communauté. Il fut inscrit dans la constitution que toutes les communautés seraient temporairement représentées raisonnablement dans les positions publiques et dans le cabinet. La combinaison de la constitution, de la loi électorale et du pacte national eut pour résultat un système de concordance unique qui donnait à toutes les grandes communautés religieuses le droit de veto de fait. Le pacte national ne fut guère altéré par l'accord de Taëf, mais la proportion de pouvoir fut changée sensiblement. Les musulmans et les chrétiens ont 50% de sièges et le pouvoir du président fut réduit en faveur du pouvoir du premier ministre. Les relations soit-disant amicales avec la Syrie fut fixées. Les maronites ont été les grands perdants.

Dans ce système qui assure une égalité de base entre chrétiens et musulmans, les douze confessions chrétiennes ont développé des institutions au service de leur communauté de manière plus importante que les musulmans. Leurs institutions d'éducation et medico-sociales ont une influence très grande sur leur communauté. Les communautés catholiques (maronite, melkite, arménienne-catholique, syriaque-catholique, chaldéenne et latine) ont serré encore plus les rangs, entre autres sous la pression de Rome. La plupart des maronites comme des arméniens catholiques vivent au Liban et les patriarches maronite, arménien-catholique et syriaque-catholique ont leur siège au Liban, un fait qui donne une empreinte libanaise à ces communautés. Les églises catholiques se sont donné une structure intercommunautaire forte. Depuis 1967 il y a une Assemblée des patriarches et des évêques catholiques du Liban (APECL) avec ses différentes commissions et l'Assemblée du Synode des évêques pour le Liban a renforcé en 1996 les liens intercommunautaires. Les communautés orthodoxes n'ont pas de structure intercommunautaire telles et elles ne se concentrent pas au Liban.

Les maronites forment la plus importante confession au Liban mais leur nombre diminue du fait de l'émigration. Les maronites sont originaires de la montagne et ils sont arrivés tard, au milieu du 19^e siècle, dans les villes. A cause de leur niveau d'éducation plus élevé, ils ont travaillé dans l'administration, le commerce, les professions libérales et l'enseignement. Outre 30 sièges dans le parlement ils occupent des positions de direction dans l'armée, la sécurité, l'administration, à la banque du Liban et dans la diplomatie.

L'Église maronite a huit archevêchés et un diocèse patriarcal avec deux vicaires. Elle possède d'énormes bien-fonds, mais administrés archaïquement et rapportant très peu. Elle est très marquée par les congrégations qui furent réformées pour la première fois au 18^e siècle. Comme la plupart des moines travaillaient dans des écoles et des institutions sociales malgré leurs vœux solennels, le Vatican supprima en 1955 le statut monastique des ordres maronites. La guerre civile fut ruineuse pour eux. Ils furent forcés de fermer au moins quinze monastères au Metn, Chouf et Iklim el Kharroub.

L'engagement politique mit l'Église maronite en perte de vitesse dans le domaine de l'inculturation. En allégeance avec Rome et sans le défi d'une branche orthodoxe, elle oublia le renouvellement de la théologie orientale. Aujourd'hui, étant donné la perte d'importance du français au Liban et le poids de l'anglais, l'université du Saint Esprit, tenue par l'Ordre Maronite Libanais, se pose la question de changer la langue d'enseignement de la théologie du français en anglais pour ne pas perdre le contact avec le développement actuel. L'université fut fondée en 1959 et devint université à part entière en 1962. Le Synode Patriarcal Maronite (2003-2006) doit apporter une nouvelle élan à cette église.

Les syriens orthodoxes comme les syriens catholiques sont venus de Turquie au Liban au début du 20^{ème} siècle. L'Église syriaque orthodoxe a trois évêques au Liban et 30 prêtres. Le séminaire est situé à Atchané. La Ligue libanaise des syriens orthodoxes représente la communauté en public ; celle-ci est très appauvrie. L'Église syriaque catholique ne compte que 20.000 membres au Liban. Depuis la fin de la première guerre mondiale, son patriarche réside au Liban. Sa résidence fut détruite pendant la guerre après que le patriarche eut été forcé de la quitter. Il y a deux évêques et une dizaine de paroisses. Le séminaire se trouve à Charfeh. Il existe un conseil supérieur des syriaques catholiques et, depuis 1986, un congrès se tient tous les ans à Beyrouth.

Les chaldéens sont venu d'Iraq en 1958 ou après 2003; ils ont un évêque à Beyrouth.

La première intervention du Vatican dans les affaires de l'Église maronite après l'indépendance eut lieu en 1954. Rome institua une commission apostolique de trois personnes qui assumèrent pratiquement la direction de l'Église. Rome se justifia en mentionnant l'âge et l'état de santé du patriarche Arida. Mgr Méchoui, qui était membre de la commission, devint patriarche en 1955 sans le consentement du synode maronite et sur ordre du Vatican. Il exerça sa fonction de manière toute dévouée à Rome et avec une grande intransigeance politique. Il se désintéressa de la tradition orientale et il s'occupa de questions de protocole, ce qui conduisit souvent à un conflit avec le pouvoir politique. Le 22 février 1965, il devint cardinal et il décéda le 11 janvier 1975, à la veille de la guerre.

En février de la même année, Mgr Pierre-Antoine Khoreiche fut élu par le synode comme candidat de compromis. Pendant la guerre, il essaya de trouver le juste milieu sans prendre vraiment le rôle de dirigeant dont l'Église Maronite aurait eu besoin dans ces temps difficiles. Il perdit de l'influence. En 1985, le Vatican nomma Mgr Hélou comme administrateur apostolique. En Avril 1986, le patriarche démissionna sous la pression de Rome.

La mitraillade des fidèles maronites pendant la messe du dimanche dans un faubourg de Beyrouth en avril 1975 déclencha la guerre du Liban. Des milices maronites attaquèrent immédiatement le quartier général de l'OLP au Liban. L'année suivante des milices chrétiennes massacrèrent des Palestiniens, et parmi eux également des chrétiens, dans les camps de Karatina et de Tel el-Za'atar. Les Palestiniens ripostèrent par l'invasion de la ville côtière de Damour où des centaines des maronites furent tués. Les troupes israéliennes envahirent le Liban en 1978.

1981 vit une confrontation entre le patriarche et des milices chrétiennes sur l'interprétation de la guerre civile. À Noël 1981, le patriarche Khoreiche écrivit que la répartition néfaste des biens et l'accrochement aux privilèges avaient contribué à la guerre, qu'il ne voulut pas appeler une lutte de classes. En février 1982, l'archevêque de Beyrouth, Mgr Ziadé, donna une autre interprétation. En déniait la dimension confessionnelle, il considéra la guerre comme défense des valeurs spirituelles de l'Église liée au pays. Les régions de liberté religieuse correspondraient aux parties libres du Liban. Ainsi, la résistance chrétienne était légalisée mais les relations entre les milices chrétiennes et la hiérarchie maronite restèrent mauvaises. Les milices reprochèrent au patriarche de ne pas s'engager pas suffisamment du côté chrétien. Auparavant, le patriarche avait reproché aux milices, dans son message de Pâques de 1981, d'empêcher la reconstruction de l'état et condamné leurs revendications exagérées.

Les moines s'engagèrent eux aussi pendant la guerre civile pour défendre l'identité chrétienne maronite du Liban. L'Ordre Libanais Maronite, avec ses supérieurs généraux Charbel Kassis et Boulos Naaman, prit position contre les Palestiniens et se rapprocha d'Israël. En 1984, Boulos Naaman fut formellement invité par Rome de s'abstenir de toute activité non conforme à sa vocation religieuse et encore moins avec sa responsabilité de supérieur général. Son successeur Basil el-Hachem s'adonna entièrement aux charges pastorales.

En juin 1982, les troupes israéliennes lancèrent l'opération « Paix pour la Galilée » et avancèrent jusqu'à Beyrouth-ouest. Après le meurtre du président Bashir Gemayel, des phalangistes chrétiens causèrent les massacres dans les camps palestiniens de Shatila et Sabra.

Boutros Nasrallah Sfeir fut élu en avril 1986 comme nouveau patriarche. Il était un homme d'appareil et également un candidat de compromis. Quand le pape Jean Paul II lui remit le pallium, il exprima son espoir que le nouveau patriarche puisse ériger les structures correspondant aux besoins maronites. Les défis étaient la division causée par la guerre, la séparation due à une politique partielle, les problèmes de la jeunesse et la lassitude des adultes. Une catéchèse adaptée, une bonne formation du clergé et des religieux, l'attention portée aux opprimés socialement et aux nouveaux pauvres étaient des devoirs prioritaires. Le patriarcat s'annonçait prometteur mais il connut des problèmes. Les Forces Libanaises, milice chrétienne, lui infligèrent des humiliations sans pareilles. L'épiscopat maronite était divisé: les uns supportaient plutôt les Forces libanaises, les autres favorisaient plutôt le dialogue intercommunautaire. La hiérarchie cependant fut d'accord exiger l'unité du Liban et conserver le pluralisme. Cela supposait une répartition égale du pouvoir et la garantie de la liberté religieuse comme de la liberté culturelle et civile des différentes communautés.

Quand la crise du mandat du président Amine Gemayel s'annonça en 1988, le patriarche Sfeir essaya en vain de trouver une solution. Quand il signa le traité de Taëf, réglant la nouvelle répartition du pouvoir, la majorité des maronites comme de la hiérarchie le refusa et même le Vatican prit ses distances. Le patriarche fut isolé. Dans la partie chrétienne, le général Aoun était au pouvoir comme président par intérim. Ses partisans forcèrent le patriarche à embrasser son portrait, puis le patriarche quitta sa résidence de Bkerke pour sa résidence de Damine sous contrôle syrien. Quand les troupes syriennes entrèrent dans l'enclave chrétienne, le prestige de l'Église maronite fut très touché. En mai 1991, le patriarche maronite prit de nouveau l'initiative et condamna l'accord d'amitié syro-libanaise qui mettait le Liban sous la tutelle de la Syrie.

Le 12 juin 1991, le pape Jean-Paul II annonça la convocation de l'Assemblée Spéciale pour le Liban du Synode des Évêques pour aider les Libanais à corriger les erreurs de la guerre civile et réinstaller l'entente inter-libanaise sur une base solide et profondément humaine, inspirée par les valeurs chrétiennes.

En 1993, le lineamenta « Le Christ est notre espérance ; renouvelés par son esprit, solidaires, nous témoignons de son Amour » parut avec quatre thèmes à discuter : 1. ecclésiologie, les différentes Églises et l'Église particulière (contextualisation et inculturation, église patriarcale) ; 2. renouvellement de l'Église: témoignage musulmano-chrétien ; mission, réconciliation entre chrétiens ; le service des hommes dans l'État, devoirs des prêtres célibataires et mariés ; devoirs des religieux ; devoir des femmes, jeunesse ; 3. engagement œcuménique et social de l'Église ; 4. vocation du Liban.

L'Assemblée Spéciale pour le Liban du Synode des Évêques se tint du 27 novembre au 14 décembre 1995. Après le synode, un message rédigé par une commission fut prononcé. Il contenait 46 propositions au pape. Le procès synodal conclut avec l'exhortation apostolique post-synodale « Une Espérance Nouvelle pour le Liban » que le pape Jean-Paul II signa le 10 mai 1997. Ce document surprit les communautés grecque orthodoxe et musulmane, tout comme les maronites car il en appelait aux catholiques de renforcer la solidarité avec le monde arabe. Il mettait en garde contre le tribalisme et demandait de revoir les liens avec l'Occident.

Les recommandations devaient être appliquées dans les deux années suivantes. Pour cela, l'APECL se réorganisa pour travailler plus efficacement et forma une commission spéciale pendant sa 31^e session en automne 1997.

En Mai 2002, le cardinal Jan Schotte forma une série d'assemblées, qui devait faire un bilan de l'application de l'exhortation apostolique post-synodale.

Après la démission du patriarche syriaque-catholique, Antoine II Hayek, le synode élit Mgr. Moussa Daoud comme successeur. Pendant sa visite à Rome, le pape introduisit, au lieu de la remise du pallium, la célébration de l'eucharistie commune, pendant laquelle ils se donnèrent mutuellement les espèces eucharistiques comme signe de la communion. Pendant cette rencontre, le patriarche remit un dossier sur les évêques, les prêtres et les laïcs qui étaient morts pour la foi au 20^e siècle, surtout entre 1914 et 1918. En 2001, il fut nommé préfet de la congrégation pour les églises orientales.

Jordanie, Israël, Palestine

En Jordanie ne vivent qu'un petit nombre de chrétiens de tradition syriaque. Ils y sont récemment immigrés. Il y a quelques familles maronites à Amman et Zarqa, relevant du Vicariat patriarcal maronite de Jérusalem. Une centaine de familles syriennes orthodoxes et des syriens catholiques vivent également à Amman et à Zarqa. Depuis la deuxième guerre du Golfe, des centaines de réfugiés irakiens appartenant aux églises chaldéenne et assyrienne attendent un visa pour gagner l'Europe ou l'Amérique.

En Palestine, les Syriens orthodoxes sont environ 1000, surtout à Bethléem et un petit nombre à Jérusalem, où il y a un évêché syriaque orthodoxe depuis 1471. L'évêque réside aujourd'hui au monastère de St Marc à Jérusalem. Les premiers chrétiens syriens orthodoxes sont venus vers 1838 à Bethléem mais la plupart des chrétiens syriens sont venus à la suite des massacres au Tur Abdin. En 1922, on commença à construire l'Église syriaque-orthodoxe à Bethléem et le patriarche Élie Halule la consacra en 1935.

Les syriens catholiques ne dépassent pas 600 fidèles, se répartissant entre Jérusalem, Bethléem et Israël. Un vicaire patriarcal est installé à Jérusalem. Le vicaire patriarcal chaldéen, également à Jérusalem, n'a pratiquement pas de fidèles.

Il n'y a pratiquement pas de maronites en Palestine, mais on en trouve depuis le 17^e siècle en Galilée, venus du Sud-Liban. Ils dépendent de l'archevêché de Haïfa et de la Terre Sainte. À Jérusalem vivent un petit nombre de maronites, ils ont un vicaire patriarcal. Avec la retraite de l'armée israélienne, un certain nombre de Libanais maronites se sont réfugiés en Israël.

Turquie

En Turquie, l'Église syriaque-orthodoxe a aujourd'hui trois diocèses: Vicariat patriarcal d'Istanbul, Archdiocèse du Tur Abdin et Vicariat patriarcal de Mardin.

Les syriens catholiques sont une très petite minorité. Elle vit surtout à Istanbul où elle est dirigée par un vicaire patriarcal. Ils sont un millier de fidèles. Quelques familles seulement vivent encore à Mardin.

Très peu d'assyriens et de chaldéens de la région de Hakkari ont survécu aux événements de 1915. Ils vivent sans prêtre et gagnent peu à peu l'Allemagne, la Belgique et la France. Une communauté chaldéenne subsiste à Istanbul avec un vicaire patriarcal. Depuis la deuxième guerre du golfe, beaucoup de réfugiés chaldéens d'Iraq gagnent la Turquie et finalement Istanbul. Beaucoup d'entre eux veulent se rendre en Europe ou en Amérique.

Sous l'empire ottoman, la population chrétienne était estimée à 30% sur le territoire de la Turquie actuelle, composée de Grecs, Arméniens, Jacobites, Nestoriens et les branches catholiques et protestantes. Aujourd'hui, elle compte moins d'un pour cent. En ce qui

concerne les assyriens du Hakkari, ils déclarèrent la guerre au sultan lors de la première guerre mondiale. La plupart purent se réfugier en Perse, l'actuel Iraq et en Russie. Dans le Tur Abdin, les syriaques-orthodoxes restèrent fidèles à l'État, mais furent persécutés également par les musulmans locaux surtout par les kurdes encouragés par le gouvernement. Ceux qui purent se retrancher dans des villes fortifiées purent tenir tête. Beaucoup fuirent vers Mossoul, Alep ou au Liban. On estime qu'un tiers des syriaques - orthodoxes trouvèrent la mort et de nombreuses églises furent détruites. Après la guerre, le traité de Lausanne (1923) décrit les limites des droits des minorités sur le territoire du nouvel Etat turc. D'après l'interprétation turque, les syriens-orthodoxes ne sont pas inclus dans le traité. Ils n'ont donc pas le droit d'avoir leurs propres écoles ou hôpitaux. L'enseignement du syriaque, qui fonctionnait clandestinement dans les monastères Mar Gabriel près de Midyat et Deir az-Zafaran près de Mardin, fut interdit ainsi que le catéchisme. Pourtant, la pratique de la religion fut permise. Le gouvernement ferma les écoles ou toléra l'enseignement selon ce qu'il jugea opportun. Le patriarche Ignace Éphrem Barsaum I^{er} essaya en vain de faire reconnaître officiellement sa communauté. Finalement, l'armée occupa sa résidence patriarcale à Deir az-Zafaran près de Mardin; elle fut transférée à Homs en 1924 et puis en 1959 à Damas. À cette époque, beaucoup de syriaques-orthodoxes émigrèrent vers l'Iraq, la Syrie, le Liban et aux États-Unis et en Amérique Latine.

Le conflit entre les Turcs et les Grecs à Chypre, tout comme le phénomène de la migration de travail, ont fait que, de nouveau, beaucoup de syriaques-orthodoxes du Tur Abdin émigrèrent vers la Suède comme vers l'Allemagne.

Dans les années 1979 à 1985 on constata une nouvelle vague d'émigration des syriaques orthodoxes. À l'origine, se trouvent le conflit kurde et les représailles de l'État, entraînant l'insécurité générale avec attentats, meurtres, vols de bétail, dévastations de récoltes, extorsion de biens et de fonds, appropriations ou destructions d'habitations, enlèvements et mariages forcés de jeunes filles, etc. perpétrés par les Kurdes. Les chrétiens de la région émigrèrent vers Istanbul et puis vers l'Europe de l'Ouest

Depuis peu, quelques syriaques-orthodoxes en Europe manifestent leur volonté de retourner dans leur ancienne patrie. Quinze familles ont construit des maisons à Kafro. On rapporte aussi dans d'autres villages que des familles seraient rentrées. Mais il ne semble pas qu'il s'agisse du début d'une véritable vague de retour.

Avec le processus d'intégration dans l'Union Européenne la question de la liberté religieuse et du statut des Églises est à l'ordre de jour. C'est un des domaines où la Turquie a le plus de difficultés à s'adapter aux normes européennes.

Inde

La plupart des chrétiens de tradition syriaque vivent aujourd'hui en Inde. Tout au long de l'histoire, les chrétiens dits de saint Thomas ont lutté pour leur indépendance et la reconnaissance de leur tradition. De ces luttes sont issues un nombre d'Églises. La lutte continue aujourd'hui et trouve ses expressions dans des schismes comme dans les Églises de la tradition théologique d'Antioche ou dans l'aspiration de parvenir au statut d'église autonome avec Archevêque Majeur à la tête dans les églises en union avec Rome. Il existe les Églises suivantes:

Église malankare Mar Thoma

L'Église malankare Mar Thoma (également connue sous le nom d'Église Syriaque de Malankara Mar Thoma) se forma en 1889. Elle a ses racines dans un mouvement réformiste

lancé par le professeur-prêtre Palakunnathu Abraham Malpan (connu sous le nom d'Abraham Malpan) dans la première moitié du 19^e siècle. Les missionnaires protestants encouragèrent des réformes dans cette Église. Elle est aujourd'hui dirigée par un évêque métropolitain. Le métropolitain actuel est Philipose Mar Chrysostom Mar Thoma, qui a son siège à Tiruvalla, Pathanamthitta, Kerala.

L'Église syro-malankare orthodoxe

En 1909 se déroula une querelle sur les biens ecclésiastiques ; le patriarche syriaque-orthodoxe d'Antioche, Ignatius Abed'Aloho II, déposa le chef de l'Église malankare, Mar Denis V, et nomma un successeur Mar Cyrille. Ceci entraîna un schisme. La branche qui n'était pas en communion avec le patriarche d'Antioche donna le titre catholicos à son chef, marquant ainsi sa volonté d'indépendance.

Le patriarche d'Antioche, Ignatius Elias III, essaya de réconcilier les deux fractions en 1931 lors d'un voyage en Inde mais il mourut avant de réussir. Son successeur, Ignatius Yakoub III, réussit en 1958 à réunir les deux fractions. L'Église conserva son catholicos et son synode. La réunification resta très fragile et en 1964, le patriarche consacra le catholicos de l'Est, Mor Baselios Augen I ; la paix dura jusque dans les années 1970, quand le catholicos réclama les mêmes droits que le patriarche, arguant qu'il occupait le trône de l'apôtre Thomas. Le parti fidèle au patriarche d'Antioche choisit Mor Philoxenos Paulose comme nouveau catholicos ; il fut consacré en 1975. La scission fut largement due aux maladroites du patriarche Ignatius Yakoub III, notamment la mise en place d'une union totale entre les deux Églises, des propos hasardeux sur l'apôtre Thomas et l'élection dans des conditions hâtives du catholicos Baselios Mar Paulos II.

En 1981, le synode syriaque orthodoxe donna une constitution à l'Église malankare. D'après cette constitution, le chef suprême de toute l'Église de rite syriaque est le patriarche syriaque orthodoxe. Le maphrien, la tête de l'Église en Inde, est soumis au patriarche. Le maphrien n'a pas le droit ordinaire d'un chef d'Église, par exemple dans le domaine de la consécration d'un évêque.

En 1982, l'actuel patriarche Ignatius Zakka fit une tournée de deux mois en Inde et il essaya de réconcilier les deux parties. Pour cela, il chargea une commission d'étudier les conditions d'une réunification. La branche « séparée » adopta une constitution à la veille de la visite, ce qui ne favorisa pas la réunification.

L'actuel catholicos fut élu le 27 décembre 1999 mais ne fut consacré qu'en 26 juillet 2002 par le patriarche Ignatius Zakka I Iywas.

L'Église autocéphale prit le nom de malankare orthodoxe (ou indienne orthodoxe). Le chef de l'Église porte le titre de Catholicos de l'Orient et Métropolitain malankare. Sa résidence est à Kottayam. Le titulaire actuel, Moran Mar Baselios Marthoma Didymos I, fut consacré le 30 octobre 2005.

Dans le domaine de l'œcuménisme, le catholicos Baselios Augen rencontra le pape Paul VI à Bombay en 1964, et en 1989, le dialogue théologique avec l'Église malankare orthodoxe s'ouvrit à Kottayam.

Église malabare orthodoxe

L'histoire moderne de l'Église de l'Est en Inde ou Église malabare orthodoxe date des décennies suivant 1814. Après que les chrétiens de Thrissur eurent échoué, à cause de l'intervention des latins à Mossoul, dans leur tentative d'avoir un évêque de l'Église chaldéenne, le prêtre Anthony Thondonatta se fit consacrer évêque par le catholicos

patriarche Abdisho de l'Église de l'Est à Qochanis en 1862. Il ne put exercer sa fonction en tant que métropolitain de l'Inde qu'en 1882. Depuis la fin du 19^e siècle, l'Église malabare orthodoxe est bien établie, avec un certain nombre de paroisses. Elle est rattachée à l'Église apostolique assyrienne d'Orient.

Le chef de l'Église porte le titre de Métropolitain de toute l'Inde, sa résidence est à Thrissur au Kerala. Le titulaire actuel est Mar Aprem Mookan depuis 1968. L'Église compte 28 paroisses, 23 au Kerala et 5 hors du Kerala (Coimbatore, Madras, Bangalore, Bombay et Delhi), ainsi qu'une mission à Kottayam. Elle comprend 30.000 adhérents. Leur maison d'édition, Press of Mar Narsai, imprime des livres liturgiques utilisés dans toute l'Église de l'Est.

Église malabare indépendante

L'Église malabare indépendante est une Église apostolique indépendante de tradition syriaque. Le chef de l'Église porte le titre de Métropolitain, avec résidence à Thozhiyoor. Le titulaire actuel est Alathoor Panakkal Joseph Mar Koorilose IX depuis le 27 août 1986.

Église syro-malankare

En 1926, l'évêque orthodoxe malankare Mar Ivanios de Bethany fut mandaté par son synode pour ouvrir des négociations avec Rome en vue d'une réunification. Les négociations n'aboutirent pas mais Mar Ivanios, l'évêque de Tiruvalla, Mar Théophile, la majeure partie de l'ordre de l'Imitation du Christ et des clergés ainsi que quelques laïcs décidèrent de rejoindre le catholicisme en 1930. En février 2005, l'archevêque de Trivandrum, Cyril Basileos Malancharuvil devint archevêque majeur.

Église syro-malabare

L'Église syro-malabare est présente partout dans le monde. Cependant, le territoire approprié assigné à cette église est limité à l'Inde. Il y a 26 diocèses dans le monde entier mais seuls les 15 diocèses en Inde sont sous la direction de l'archevêque majeur. Le reste des diocèses dépend directement du pape.

L'Église syro-malabare doit sa propre hiérarchie à la Constitution Apostolique *Romani pontifici* de 1923 qui plaça les catholiques malabares sous l'autorité d'un archevêque indien installé à Ernakulam. La liturgie retourna en partie aux sources chaldéennes à l'occasion d'une réforme en 1960-1962.

Diaspora

En 1991, Didier Rance estimait ainsi le pourcentage des chrétiens de tradition syriaque vivant dans la diaspora : assyriens : plus de 60%; maronites : 50 à 80 %, syriaques-orthodoxes : 50%, chaldéens : 15 à 20%; syriens catholiques : 6%. Quinze ans plus tard le pourcentage doit être encore plus élevé.

Il y a dix ans, on estimait que 1.000.000 maronites aux États-Unis, 100.000 au Canada, au Brésil plus de 1.000.000, en Argentine 700.000, en Équateur 50.000, en Vénézuéla 35.000, en Uruguay 30.000, en Australie 100.000, en France 30.000. En ce qui concerne les syriaque-orthodoxes, on les estima à 50.000 en Amérique du Sud, 50.000 aux États-Unis et 50.000 en Europe. Pour les syriaque-catholiques, on donnait à peu près les mêmes chiffres. Le nombre de chaldéens fut estimé à 70.000 aux États-Unis, 10.000 en Australie, 15.000 au Canada, 14.000 en France, 8.000 dans le reste de l'Europe de l'Ouest. Ici aussi, les chiffres sont beaucoup plus élevés aujourd'hui. Par exemple on estime aujourd'hui que plus de 200.000 syriaque-orthodoxes vivaient en Europe, dont 100.000 en Suède et 60.000 en Allemagne.

Pour les assyriens, on estimait en 1999 que 93.000 se trouveraient en Europe, 300.000 en Amérique du Nord, 64.000 dans la CEI, 33.000 en Australie et Nouvelle-Zélande et 150.000 dans d'autres pays.

La diaspora est très importante pour chaque église. L'émigration continue fait grandir de plus en plus les communautés en diaspora. Même si la hiérarchie en diaspora est encore sous-représentée par rapport au nombre de fidèles, son importance et son influence augmentent sans cesse. Chaque Église est devant le défi de devenir ainsi une église mondiale et de ne plus être une église régionale. Les défis sociaux et théologiques sont en Australie, Europe et Amérique autres qu'au Proche-Orient. Les églises en diaspora restent en relation étroite avec leurs Églises-mères et elles sont souvent les appuis les plus importants de celles-ci du point de vue financier et politique. Cette influence toujours croissante exige une attention élevée de la part de la hiérarchie la plus haute et diminue l'intérêt pour solutions œcuméniques aux problèmes en Orient. L'influence des évêques de la diaspora se montra clairement lors de la dernière élection du patriarche chaldéen et au synode maronite.